DIAL 3058

GUATEMALA - « Un narco-Etat ? », Entretien avec la revue *El Observador*

Collectif Guatemala

vendredi 1er mai 2009, mis en ligne par Dial

Le texte publié ci-dessous est issu de Solidarité Guatemala *la lettre bimestrielle du Collectif Guatemala (n° 183 – novembre-décembre 2008). Cet entretien avec la revue El Observador [1] essaye de faire le point sur l'augmentation rapide du trafic de drogue et du crime organisé au Guatemala.*

Quel a été le processus de développement du trafic de drogue au Guatemala ?

Le trafic de drogue a commencé à se développer il y a environ 20 ans, au même moment où se développaient d'autres activités illicites : contrebande, trafic de bois, de personnes… Le trafic de drogue se développe fondamentalement par 4 éléments reliés entre eux :

– 1. Le démantèlement de l'État. Il y a eu une modification du caractère et de la forme de l'État. L'État fonctionnait dans les années 70 selon un modèle capitaliste, mais il cherchait à sectoriser le développement et à le promouvoir. Avec la mise en place des processus d'ajustements structurels, le caractère de l'État s'est modifié. Les services stratégiques ont été vendus, l'État s'est réduit, des gens sont renvoyés et la logique d'embauche a été changée. L'État arrête d'assumer des fonctions pour la promotion de l'activité économique et le développement social. Les ajustements structurels néolibéraux proposent que ces activités soient transférées au secteur privé.

– 2. Le trafic de drogue, mais aussi les autres activités illicites et le développement de la corruption se développent dans le contexte de l'activité contre insurrectionnelle. Sans risquer de me tromper, je peux dire que l'origine de toutes ces activités illicites vient de l'intelligence militaire et de son contrôle des zones stratégiques de sécurité. C'est-à-dire que le trafic et le vol de bois, la contrebande, le trafic d'illégaux et le trafic de drogue surgissent dans le contexte du déploiement que réalise l'intelligence militaire. Les premiers voleurs, spoliateurs, ont été les militaires. Ils se sont octroyé de grandes surfaces de terres, ont peu à peu contrôlé les douanes. Ce sont les premiers à avoir des contacts avec les opérations de trafic de drogue international. Ils ont été à la base de la structure du crime organisé tel qu'il existe actuellement, indépendamment du fait qu'aujourd'hui le crime organisé s'est diversifié et que des secteurs civils y sont apparus.

– 3. Un troisième facteur est l'élément libéral avec une dynamique globalisatrice, capitaliste, qui correspond à un changement d'époque, avec de moins en moins de contrôle. Le cycle de capital financier actuel est un cycle éminemment spéculatif, qui spécule essentiellement avec du capital de court terme. Ceci est un facteur qui dynamise logiquement le développement du trafic de drogue ou du crime organisé à grande échelle. C'est-à-dire que le blanchiment d'argent est facilité parce que la logique est spéculative. Par exemple, aujourd'hui, il n'y a pas de contrôle pour l'investissement étranger direct. Il est impossible de répertorier ces investissements et la logique de l'État n'est pas de contrôler les capitaux, ni d'assumer une attitude belligérante face au monde du capital. L'État doit seulement assurer les conditions pour que le capital puisse circuler librement ou prospérer. En conséquence, la grande circulation de capitaux

promeut un système où il est très difficile de suivre les mouvements financiers.

Au Guatemala, on peut parler de 2 secteurs principaux de blanchiment. Le premier est le secteur du bâtiment, de la construction, car même si on ne possède pas de chiffres, la multiplication de centres commerciaux, de bureaux et d'habitats de luxe est étrange. Dans un pays où il y a un très haut taux de pauvreté, on peut se demander qui investit là-dedans. Ce sont des activités de blanchiment, c'est logique.

Une autre façon de blanchir de l'argent : les banques. Toute cette reconversion bancaire, la fusion de banques ou leur achat. Les banques, même si elles ont un système de contrôle développé, ne peuvent pas contrôler d'où vient l'argent. Il faut se rappeler que les banques ne fonctionnent pas avec leur propre argent. Les banques fonctionnent avec l'argent qu'elles captent du public. C'est ça le business bancaire. Et la multiplication de banques permet la dynamisation du blanchiment.

Enfin, un troisième secteur possible de blanchiment est celui des méga-cultures (canne à sucre, palme africaine) car, aujourd'hui avec la crise financière, la terre est un capital parfait pour le blanchiment d'argent. Or, le trafic de drogue se développe dans des régions qui sont en train d'être inondées de culture de palme africaine. Il est donc possible que, dans le futur, se produisent des alliances avec les grands *finqueros* [2] qui cultivent la palme et qu'il y ait du blanchiment d'argent par le biais de ces activités.

– 4. Un quatrième élément est celui du pouvoir car ces activités engendrent du pouvoir dans un État qui change de logique, avec une prédominance de la logique privée et un démantèlement de l'État. Un exemple : la crise de sécurité que nous vivons aujourd'hui. La logique de l'État n'est plus d'institutionnaliser la sécurité. La sécurité dépend de chacun et surtout de ceux qui manient des relations de pouvoir. Donc la contrebande et le crime organisé en général se développent car il y a une logique privée d'accumulation qui donne du pouvoir, avec en face un État qui n'a pas la capacité de fonctionner. Ce pouvoir se concentre dans des cercles privés de plus en plus réduits qui n'ont pas besoin de l'État pour s'exprimer : leur activité transcende l'institutionnalité de l'État.

Pour reprendre votre analyse sur la responsabilité du secteur militaire : Peut-on considérer que la signature des accords de paix, la baisse du budget militaire et la démilitarisation ont été des facteurs qui ont favorisé la reconversion d'un secteur de militaires vers ces activités ?

Il est évident que la réduction de l'armée, le développement d'un modèle de démocratie libérale et la pression pour que soient respectés les droits humains ont obligé l'armée à se reconvertir pour continuer à se renforcer comme institution.

Cela dit, il faut noter que la réduction de l'armée a été une réduction des troupes, pas des officiers. Or, ce sont les officiers qui ont conduit la campagne contre insurrectionnelle et qui sont à la tête de l'incursion de l'armée dans les secteurs illégaux, pas les troupes. Les troupes font le sale boulot. Mais la conception et le travail d'intelligence viennent des officiers qui ont été à la base de cette stratégie de reconversion.

L'armée en tant qu'institution a perdu une certaine influence sur la sphère étatique mais pas les groupes de militaires. La campagne contre insurrectionnelle a bel et bien été menée par l'armée, comme institution avec un projet politique mais l'implication dans le trafic de drogue n'a pas été conduite de manière corporative par l'armée. Ce serait une erreur de le voir ainsi. Ce sont des groupes ou personnes qui l'ont fait, lesquelles fonctionnent certes au travers d'une hiérarchie militaire : c'est-à-dire des officiers en fonction ou des officiers à la retraite qui maintiennent un niveau d'influence fort dans la structure militaire ou dans la structure de l'État.

Quel est le rôle du Guatemala dans la structure internationale du trafic de drogue ?

Le Guatemala, comme l'Amérique centrale en général, a été jusqu'à présent un couloir, une zone de charge et décharge, un trampoline qui permettait d'articuler les opérations de trafic de différents types et le déploiement des marchandises vers d'autres zones géographiques. Mais des indices indiquent que cette situation est en train de se modifier parce qu'il y a maintenant des zones où se cultivent de l'*amapola*

(pavot) ou de la *marijuana*.

La tendance évolue vers l'installation du crime organisé sur certains territoires avec une guerre de position. Des groupes se sont établis dans les zones peu peuplées comme Nentón, Fray Bartolomé, Ixcán, Petén. Ce sont des zones aptes au trafic de drogue car il n'y a pas de contrôle. Il est très facile pour ces groupes de se déplacer. La population appuie soit par peur, soit par intérêt. Et vu qu'il n'y a pas de présence institutionnelle de l'État dans ces zones, les *narcos* [3] proposent d'appuyer les communautés. La tendance est donc à l'établissement de ces groupes avec la création des cartels, avec le développement d'un système intégral de communication, la réalisation d'alliances locales afin de pouvoir continuer à développer ces activités.

Qui sont les principaux acteurs de ce trafic au Guatemala ?

On sait qu'il y a 3 groupes familiaux nationaux. On parle surtout de 3 familles, mais je ne pense pas que ce soient les seules : la structure doit être beaucoup plus développée. Il doit y avoir des relations hiérarchiques avec des cartels internationaux. Ces 3 familles sont des propriétaires terriens mais ce ne sont pas des familles de l'oligarchie. Ce sont des gens avec du pouvoir qui se sont établis dans la région en achetant de nombreuses *fincas*. Ils ont commencé en faisant de l'élevage. La culture de la palme africaine est la nouvelle tendance. Ces familles contrôlent des territoires et ont une forte capacité de déploiement. Parmi ces 3 familles, on trouve : les Lorenzana qui se sont établis dans la zone d'Izabal et dans une partie du Petén, les Turcios Maroquin dans le nord de l'Alta Verapaz, et les Mendoza qui opèrent particulièrement dans le Petén. On ne sait pas exactement quelle est la relation entre ces 3 familles. Ce que l'on sait c'est qu'il y a une dynamique de domination territoriale.

On parle aussi de l'incursion des fameux *Zetas* [4] mexicains qui viennent marquer leur territoire dans le pays. La présence des *Zetas* va provoquer des réajustements nécessaires pour le contrôle du territoire.

Quelle est la capacité de pression de ces groupes sur l'État ?

Le système des mafias a besoin de l'État tel qu'il existe actuellement. Sa capacité d'opération transcende l'État. Cela dit, il a besoin de « parrains », de tentacules dans les cercles de l'État pour pouvoir opérer. Le niveau d'influence de la mafia est grand. L'intelligence militaire a créé une structure pour qu'elle puisse fonctionner.

Quel est le niveau d'influence ? La mafia achète ou corrompt des gens, introduit de la peur, du contrôle. Par exemple, la nouvelle tuerie de conducteurs de bus ressemble à un règlement de compte ou à un réajustement des relations de pouvoir dans le milieu du trafic de drogue.

Ce que fait cette mafia, c'est marquer des territoires. Par exemple, quand l'État fait une offensive et capture des *narcos* ou des *pandilleros* [5], comment est-ce que le crime organisé lui rend la pareille ? En tuant des gens. C'est une logique perverse mais c'est un message à l'État : nous avons le pouvoir et nous pouvons faire ce que nous voulons.

Et tout cela est lié à des structures militaires ou paramilitaires. Par exemple, les *pandilleros*, même s'ils ont réussi à développer du pouvoir et une logique de contrôle de territoire, doivent être appuyés par des structures paramilitaires, c'est-à-dire par ceux qui sont préparés pour du travail d'intelligence. Les *pandilleros* sont des cadres opérationnels, des sicaires, ce ne sont pas des gens qui planifient.

Quelle est la marge de manœuvre du gouvernement dans ces conditions ?

Le gouvernement dit qu'il faut amplifier l'armée pour éradiquer le trafic de drogue. Mais le discours d'amplification de l'armée répond à une autre logique : celle du contrôle de la revendication sociale. De surcroît, les plans internationaux de déploiement militaire [6] sont aussi des plans de contrôle territoriaux avec pour objectif de contrôler idéologiquement les populations. Ces plans de déploiement militaire se font d'ailleurs surtout dans les zones où il y a de la conflictualité sociale et de forts intérêts économiques avec pour stratégie la criminalisation du mouvement social.

Le Guatemala est un pays en état de siège, un pays occupé. Nous avons affaire à une structure d'État cooptée par la logique du crime organisé : les activités économiques et politiques peuvent être ses sphères d'expression. Voici un exemple : le Président de la République Álvaro Colom sait qu'il y a un développement de la palme africaine dans le Polochic, que les *finqueros* violent les droits des populations, qu'ils s'approprient les terres, l'eau, le bois. Mais qui peut leur dire d'arrêter d'acheter des terres ? C'est la même chose avec le trafic de drogue. Comment est-il possible d'attaquer un pouvoir de cette magnitude quand l'argent que j'ai reçu pour ma campagne est taché par ces activités ?

Un autre problème est que les gens ont peur. Nous vivons dans un système de terreur : si je dis quoi que soit, il est possible que ma famille soit inquiétée ou moi-même. Aussi, quelle est la marge de manœuvre des magistrats et du système de justice ? Je ne doute pas qu'il y ait de bonnes tentatives mais il leur est très difficile d'avancer. Nous aurions besoin d'un système de justice et de sécurité renforcé, capable de soutenir des politiques d'attaques réelles au crime organisé et de sanctions publiques. La démocratie libérale ne peut rien faire contre les mafias dans un pays faible, déstructuré et infiltré comme le Guatemala. L'entreprise libérale ne propose pas d'instruments pour combattre cela. Nous vivons un système anthropophage où les maux se sont convertis en dynamiques normales à l'intérieur du système.

Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 3058.
– Source (français) : Solidarité Guatemala, lettre des adhérents du Collectif Guatemala, n° 183, novembre-décembre 2008.

En cas de reproduction, mentionner au moins les auteurs, la source originale (Solidarité Guatemala - http://collectif-guatemala.chez-ali...) et l'une des adresses internet de l'article.

Notes

[1] *El Observador* est une revue bimensuelle d'analyse économique et politique, consultable gratuitement en ligne : www.aselobs.org.

[2] *Finquero* : grand propriétaire terrien, possédant une *finca*.

[3] Nom donné aux trafiquants de drogue.

[4] Pour mener à bien le trafic et se protéger, les chefs des puissants cartels de la drogue recrutent les meilleurs soldats de l'armée mexicaine. À la fin des années 1990 est née la bande armée la plus redoutable de tous les cartels, *Los Zetas* (« les Z »).

[5] Les *pandilleros* (ou *mareros*) sont les membres des *pandillas* (ou *maras*), bandes organisées en gangs particulièrement présentes en Amérique centrale.

[6] Par exemple, le Plan Mérida ou la présence de la DEA (Drug Enforcement Administration) au Guatemala.